

Question n° 1

Que pensez-vous du principe d'imposer à tous les diffuseurs de respecter un quota minimum de titres CPPAP hors IPG ?

Je n'ai rien contre un quota. Le but étant que les éditeurs et les diffuseurs s'y retrouvent.

Question n° 2

Quelle devrait selon vous être la valeur du quota de titres CPPAP hors IPG ? Pour quelles raisons ?

Je ne pense pas être qualifiée pour définir ce type de quotas. Mais en regardant vos chiffres Je me pose deux questions et réfléchis à ce que j'aimerais. Qui imposerait les premiers titres définit dans le quota ? Comment changer un titre dont on ne voudrait pas dans le futur ... si l'on veut vraiment avoir le choix de ce que l'on met en rayon et que l'on a pas la possibilité de définir nous même ce premier assortiment le premier quota doit être bas afin de laisser changer le reste à notre guise. 10% doit nous être imposé et nous pourrions enfin choisir les 10/20 % restant. Si nous définissons nous même notre premier assortiment un quota de 20% ne me dérange pas ...

La fixation de sa valeur doit-elle être différenciée selon la typologie du point de vente ? Pourquoi ? Le cas échéant, précisez la typologie de point de vente et les valeurs de quota correspondantes envisagées.

La définition de « en service » pour un titre dans un point de vente a-t-elle besoin d'être précisée ? Le cas échéant, quelle définition proposez-vous ?

Si nous devons tester de nouvelles parutions il faudrait créer un « en service test » qui s'annulerait au bout de 4 parutions (par exemple) si le diffuseur ne modifie pas en « en service ».

Question n° 3

Que pensez-vous des modalités d'ajout et de retrait des titres CPPAP hors IPG dans les points de vente ?

Cela dépend de votre application des quotas.

Question n° 4

L'absence d'obligation des éditeurs et de leur distributeur de faire droit aux demandes de mise en service de titres entraine-t-elle des difficultés pour certains points de vente à obtenir certains titres ? Si oui, merci de décrire les situations et si possible de les quantifier.

La réponse est oui. Il est très compliqué voir très long d'obtenir la mise en service d'un titre. (encore plus si c'est un étranger COVID et brexit mis à part)

Nous avons demandé via pdf plusieurs dizaines de fois depuis notre installation (dec 2018) la mise en service de titres étranger, qui semblaient disponibles, nous avons obtenus les premiers plus de 6 mois après la première demande et d'autres n'ont jamais reçus de réponses.

Pour quelles raisons un éditeur peut-il être amené à refuser explicitement de mettre un titre en service chez un diffuseur qui en fait la demande ?

La raison invoquée à plusieurs reprise « votre dépositaire ne distribue pas ce magazine »

Question n° 5

**Constatez-vous de telles pratiques ? Quelle est votre analyse sur les éventuels impacts de celles-ci ?
Estimez-vous nécessaire de préciser dans les règles de rémunération des diffuseurs que de telles pratiques doivent être proscrites ?**

Je ne constate pas de telles pratiques ... On pourrait argumenter sur le joli meuble pour les jeux megastar / sport cérébral offert par la marque qui place GH tout en haut du linéaire et donc moins accessible. Cela dit rien ne m'oblige à laisser GH en haut si je ne le souhaite pas, je ne suis liée par aucune clause de placement. Maintenant oui j'imagine très bien un commercial venir me voir me proposant d'augmenter ma rémunération suivant son pourcentage de revues en rayon.

Et si pour une fois la concurrence pouvait peut être faire bouger les choses pour les diffuseurs ? Est-ce que nous pourrions enfin être rémunéré correctement ? Je ne vois pas l'intérêt de proscrire cette pratique ! Et si vous estimez que tout titre à sa chance et doit être diffusé alors faites les choses autrement et crée une sorte d'office défini par vous sur un quota de 10% laisser les diffuseurs gérer leur autre 10% / 15 % comme ils l'entendent.

Question n° 6

Ce mécanisme de retrait automatique des titres CPPAP hors IPG à vente vous paraît-il adapté aux attentes du secteur ? Le cas échéant, en préciser les raisons.

Quelle valeur de N vous semble la plus adaptée pour chaque périodicité ?

Ce devrait être le cas pour toute parution non vendue pendant 6 mois ... (peut importe sa catégorie, son nombre de parutions ...)

Question n° 7

Que pensez-vous des mesures envisagées s'agissant des titres nouvellement agréés par la CPPAP ?

Préférez-vous l'utilisation d'un critère de durée ou de nombre de parutions pour délimiter ce droit d'accès temporaire au réseau des diffuseurs de presse ? Pourquoi ?

Quelle valeur de M vous semble la plus adaptée pour chaque périodicité ?

Je n'ai rien contre laisser un nouveau titre se faire feuilleter/ découvrir/ adopter. La diversité de la presse est importante. Si je reçois 20 numéro du 1er et que j'en vends 20 je veux recevoir 25 numéro du 2 et pas 3 pauvres ex ... De même si je reçois 20 numéro du premier et que j'en vends 3 ex je veux recevoir maximum 5 numéros du 2eme pas 45 ex ...

Ces nouvelles parutions doivent être dans une catégorie en service test et à la fin de cette période test une demande doit être faite au diffuseur pour une installation définitive et sa quantité souhaitée pour la mise en service.

4 parutions me semblent suffisantes pour juger de la mise en service d'un titre. De même qu'il doit être possible de le réinstaller sans attendre 6 mois ... Tout prend tellement de temps ...

Question n° 8

Que pensez-vous des mesures envisagées s'agissant des numéros hors-séries et numéros spéciaux rattachés à des titres CPPAP hors IPG ?

Pouvoir enfin refuser les hors series qui s'accumulent

Question n° 9

**Que pensez-vous de la disposition envisagée, s'agissant de la publication des données relatives au quota ?
De quelle manière les distributeurs doivent-ils identifier chaque diffuseur afin de pouvoir réconcilier les**

données de chaque distributeur ?

Ca me va ! Demander aux dépôts de gérer leurs diffuseurs (genre titre distribué à tel diffuseur tel jour) sur un site commun de la presse géré par une autorité compétente ? Pour l'identification notre NIL ou NIM est commun non ?

Question n° 10

Faut-il prévoir des modalités d'entrée en vigueur différée des règles d'assortiment par rapport à leur adoption par l'Arcep ? Pour quelles raisons et, le cas échéant, selon quel calendrier pour quels aspects ?

Aucune idée ..

Question n° 11

De manière plus générale, identifiez-vous d'autres prérequis nécessaire à la mise en oeuvre des principes énoncés plus hauts ?

Pas que je vois à l'heure actuelle.